

**Finances de l'Ontario - Troisième trimestre de 2000-2001****Excédent de 1,4 milliard de dollars**

- Par rapport à l'équilibre prévu dans le budget 2000 de l'Ontario, l'exercice 2000-2001 devrait se solder par un excédent de 1 411 millions de dollars, en hausse de 45 millions de dollars par rapport aux 1 366 millions de dollars présentés dans les Finances de l'Ontario du deuxième trimestre.

**Recettes de 64, 2 milliards de dollars**

- Les recettes se sont élevées à 64 218 millions de dollars, en hausse de 2 158 millions de dollars par rapport au plan budgétaire et de 165 millions de dollars comparativement aux Finances de l'Ontario du deuxième trimestre.

**Affectation de la réserve à la réduction de la dette provinciale nette**

- Compte tenu des recettes supérieures aux prévisions et des perspectives économiques plus favorables, la réserve de 1 milliard de dollars a été affectée à la réduction de la dette provinciale nette dans les Finances de l'Ontario du deuxième trimestre.

**Intérêts sur la dette publique**

- Les intérêts prévisionnels sur la dette publique de 9 430 millions de dollars, soit 8 910 millions de dollars sur les emprunts contractés par la province en son propre nom et 520 millions de dollars sur la dette émise aux fins

des investissements dans le secteur de l'électricité, ont reflété une baisse de 30 millions de dollars par rapport au plan budgétaire, étant donné que les taux d'intérêt ont été inférieurs à ceux prévus, mais restent inchangés par rapport à leur niveau dans les Finances de l'Ontario du deuxième trimestre.

**Récapitulatif budgétaire**

31 décembre 2000 (En millions de dollars)	Chiffres réels 1999-2000	2000-2001		
		Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Variation en cours d'exercice
<b>Recettes</b>	62 931	62 060	64 218	2 158
<b>Dépenses</b>				
Programmes	46 649	49 525	50 289	764
Restructuration et autres dépenses	211	—	—	—
Modifications comptables aux termes des <i>Comptes publics de l'Ontario</i> de 1999-2000 *	720	—	606	606
<b>Total des dépenses-programmes</b>	47 580	49 525	50 895	1 307
Immobilisations*	4 832	2 075	2 212	137
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 977	8 940	8 910	(30)
Secteur de l'électricité	520	520	520	—
<b>Total des dépenses *</b>	61 909	61 060	62 537	1 477
Réserve	—	1 000	—	(1 000)
Incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs **	354	—	270	270
<b>Excédent (déficit)</b>	<b>668</b>	<b>0</b>	<b>1,411</b>	<b>1,411</b>

\* En raison des modifications comptables incluses dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 1999-2000, les dépenses totales ont augmenté de 746 millions de dollars au cours de 2000-2001, ce qui représente plus de 50 % de la variation en cours d'exercice par rapport au plan budgétaire.

\*\* Reflète l'excédent estimatif des dépenses sur les recettes de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs et non pas des contribuables.

Source : Ministère des Finances de l'Ontario.

**Points saillants sur l'économie**

- L'**économie** a continué d'afficher une forte croissance au cours du troisième trimestre de l'année civile, le **PIB réel** montrant une hausse annualisée de 5,5 %, après une augmentation de 5,2 % au cours du deuxième trimestre.
- Au cours de l'an 2000, le nombre d'**emplois** a augmenté de 184 000, faisant suite à une croissance record de l'emploi de 198 000 en 1999.
- Pendant les 11 premiers mois de 2000, les **expéditions manufacturières et les exportations de marchandises ont augmenté**, respectivement, de 7,6 % et de 6,2 % par rapport à celles de l'année précédente.
- Au cours des 11 premiers mois de 2000, les **ventes au détail et les ventes d'automobiles ont augmenté**, respectivement, de 7,6 % et de 3,8 % par rapport à celles de l'année précédente.
- Pendant l'an 2000, les **mises en chantier résidentielles** ont affiché une croissance de 6,4 % par rapport à leur niveau de l'année précédente.
- Le **taux d'inflation** s'est établi à 2,9 % en 2000, selon l'indice des prix à la consommation (IPC).

